

Résolution du Comité exécutif national de la Filpac CGT

4 juillet 2013

Les conditions requises pour parvenir à une indispensable mobilisation contre la politique d'austérité se préparent dès maintenant. Repousser à « la rentrée » l'échéance de la riposte à cette politique d'austérité relèverait d'une vision attentiste néfaste pour les intérêts des salariés. Pour le gouvernement et le patronat, il n'y aura pas de vacances.

1. Le calendrier social nécessite une élaboration revendication immédiate

La loi promulguée le 14 juin 2013 transposant l'ANI du 11 janvier est entrée en vigueur dès le 17 juin pour nombre de thèmes, et globalement le 1^{er} juillet. **Il s'agit d'élaborer dès maintenant les contre-mesures portant** sur des sujets essentiels – réforme des procédures de licenciement économique, accord de compétitivité, accord de mobilité, modification de la désignation de l'organisme de gestion de la prévoyance santé, contrat intermittent.

La suite de la pseudo conférence sociale commence le 4 juillet par des tractations entre un Medef dirigé par un fou furieux, un bloc CFDT CFTC CGC acquis à la contre-réforme libérale et un gouvernement acquis à l'austérité européenne. **La position de la CGT est donc déterminante dès cet été pour la suite de la riposte sociale. Notre projet pour la protection sociale et donc les retraites doit s'adresser à des millions de salariés, dès cet été.**

C'est en juillet que le groupe Lecta prétend fermer la ligne 6 à Condat et licencier. La question de la loi M Real est plus que jamais d'actualité, comme en témoigne la situation à UPM Docelles, Stora Enso Corbehem, etc. Et le collectif budgétaire 2014, comportant la rupture libérale des aides à la presse, s'élabore en ce moment.

2. Contre l'austérité, pour une autre politique au service de nos revendications et de nos besoins

Pour le CEN de la Filpac CGT, la question des retraites - sur laquelle nous devons répondre point par point - est étroitement liée à la bataille pour l'emploi, notamment des jeunes, pour la relance du pouvoir d'achat, et à celle de la nécessité immédiate d'une politique qui rompe avec la priorité exclusive du service de la dette et de la soumission au système financier tant français qu'international.

La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre. La retraite à 60 ans par répartition est une transmission perpétuelle et solidaire de la prise en charge d'une génération par la suivante. Nous ne pouvons accepter la paupérisation programmée des futurs retraités, la destruction des solidarités sociales, le traitement infligé à une jeunesse qui n'a ni accès aux emplois ni aux droits sociaux élémentaires (santé, logement).

Pour regonfler les cotisations sociales, il faut en finir avec l'austérité, relancer l'emploi par une réduction du temps de travail, une sécurisation de l'emploi, de la formation et du revenu, une augmentation des minima sociaux, une politique audacieuse d'investissement en matière sociale et écologique. Il s'agit là de choix politiques de justice et de solidarité. C'est-à-dire l'exact opposé du programme du nouveau patron du Medef et de la politique d'austérité.

3. C'est la continuité de la politique libérale par dessus l'alternance politique qui provoque l'épuisement, le dégoût et le désespoir, terrain de prédilection d'une extrême droite qui a réussi en grande partie son OPA idéologique sur la droite. Les menaces sur la démocratie sont bien réelles, qu'elles prennent le visage de la Troïka - FMI Union européenne BCE – ou de la subversion commune à la droite et à l'extrême droite.

A l'exemple de l'Europe du Sud et de bien d'autres pays du monde, la société doit se mettre en mouvement.

La Filpac CGT doit y contribuer sans tarder.